



# Suivi-évaluation dans le contexte fragile, changeant et divers malien

« Ensemble pour la Sécurité Humaine au Mali »



### Colophon







Avec le soutien financier de:







#### Sommaire

Ce document a tenté de combiner plusieurs méthodologies et concepts afin d'obtenir un outil permettant de faire un suivi-évaluation du plaidoyer politique de la société civile dans un contexte fragile, changeant and divers qu'est le Mali. Plus spécifiquement, l'emploi de la « cartographie des incidences » permettra à la société civile de mesurer la corrélation entre, d'une part, l'évolution dans la qualité et la fréquence des engagements entre les acteurs influents identifiés avec la société civile, avec d'autre part, le changement de ces mêmes acteurs d'influences. Cette méthode permet de penser stratégiquement à la situation avec un acteur particulier à un moment précis et sur cette base de se projeter vers une situation souhaitée dans le futur.

Ce document à le double objectif de 1) faciliter le suivi-évaluation du plaidoyer du projet « Société Civile pour une Stratégie de la Sécurité Humaine au Mali » et 2) faciliter le suivi-évaluation du plaidoyer d'autres membres de la société civile au Mali et dans des pays voisins partageant certaines dynamiques des conflits au Mali. Ce texte met l'accent notamment sur des stratégies pour la sécurité humaine qui prennent en compte à la fois les relations humaines et institutionnelles pouvant contribuer à une coordination plus systématique des divers acteurs, et les opportunités pour renforcer le plaidoyer politique et la responsabilité envers la population malienne.

La société civile dispose d'un grand potentiel pour initier des changements et est essentielle pour accroître l'appropriation locale. L'appropriation locale est une notion clé de ce document puisque c'est en promouvant son intégration systématique dans les politiques locales, régionales, nationales et internationales que les priorités de sécurité humaine des populations seront plus à même d'être adressées par les politiciens.



### Table des matières

Introduction	. 1
1. Comment opérationnaliser la sécurité humaine au Mali face à des défis	
multidimensionnels et complexes?	. 2
2. Pourquoi la sécurité humaine au Mali ?	. 3
3. Quelles sont les préoccupations sécuritaires des populations au Mali identifiées?	4
4. Quelle est la contribution stratégique de cette initiative ?	. 7
5. Suivi-évaluation dans le contexte fragile, changeant et divers malien	. 8
6. Quelles sont les défis au niveau des processus?	10
7. Théorie de changement	11
8. Les niveaux d'appropriation locale	13
9. Cartographie des incidences	18
Etape 1 et 2 La vision, la mission et l'objectif	20
Etape 3 et 4 - Qui sont les partenaires limitrophes et stratégiques et les	
incidences visées?	20
Etape 5 – Les indicateurs de progrès	26
Bibliographie	35
Annexes	36
ANNEXE 1 – Modèle du cadre suivi-évaluation	36
ANNEXE 2- modèle pour identifier les acteurs limitrophes et les incidences visées	37
ANNEXE 3 — Indicateur de la sécurité humaine	38



### Liste des sigles et acronymes

ARGA Alliance pour Refonder la Gouvernance
CCLS Comité Consultatifs Locaux de Sécurité

CEDEAO Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest

CONACIPAL Coalition nationale de la Société civile pour la Paix et la lutte

contre la prolifération des Armes légères

CVIR Commission Vérité, Justice et Réconciliation

DCAF Centre pour le Contrôle démocratique des Forces armées

DDR Désarmement, démobilisation et réintégration

EUCAP Mission Civile "European Union Capacity"

FES Foundation Fréderick Eberts

FRIENT The Working Group on Peace and Development

FSI Forces de Sécurité Intérieures

GPPAC Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés

HSC Collectif pour la Sécurité Humaine

IMRAP Institut malien de recherche-action pour la paix

MINUSMA Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la

stabilisation au Mali

MISAHEL Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel

ONU Organisation des Nations Unies
OSC Organisations de la Société Civile

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement REPSFCO Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO

RSS Réforme du Secteur de la Sécurité

UA Union Africaine
UE Union Européenne

USIP United States Institute for Peace

WANEP Réseau Ouest africain pour l'édification de la Paix



#### Introduction

D Le présent document de cadre suivi-évaluation complète la contribution stratégique « Ensemble pour la sécurité humaine au Mali » élaborée dans le cadre du projet « Société Civile pour une Stratégie de Sécurité Humaine au Mali », initié par le consortium du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP), du Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés (GPPAC) et duCollectif pour la Sécurité Humaine (HSC), financé par l'Agence Autrichienne pour le Développement (ADA).

La sécurité humaine a plusieurs dimensions, y compris la sécurité ...

- ... économique
- ... sanitaire
- ... environnementale
- ... personnelle
- ... communautaire
- ... politique

Le cadre suivi-évaluation est issu d'un projet parallèle et complémentaire auquel ont contribué GPPAC, WANEP, HSC et The Hague Institute for Global Justice (The Hague Institute) et financé par l'Institut de Recherche Néerlandais NWO-WOTRO. Ce document nous permettra de suivre et d'évaluer l'impact des recommandations et stratégies clés issues du projet et du document « Ensemble pour la Sécurité Humaine au Mali » mais vise aussi à servir d'instrument pour d'autres ONG travaillant sur la sécurité humaine au Mali ou dans les pays voisins (comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Niger) où les dynamiques contextuelles et conflictuelles sont reconnues comme étant similaires¹.

Ce document a été écrit de manière à faciliter la compréhension de notre projet sans avoir lu le document principal « Ensemble pour la Sécurité Humaine au Mali »<sup>2</sup>. Les premières pages serviront donc à contextualiser les recommandations et stratégies phares dégagées dans le document susmentionné.

Le Mali est un pays riche de sa diversité culturelle, linguistique et ethnique. Durant des décennies, le Mali a surmonté plusieurs crises d'insurrections armées, de coups d'Etat, des rebellions qui ont toutes contribué à fragiliser le tissu social malien, rendant la situation actuelle au Mali très instable<sup>3</sup>. C'est dans ce contexte qu'une pléthore d'acteurs internationaux et régionaux est intervenue.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Rapport de la réunion d'échange régionale, Bamako Mai 2016

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Au moment de publication, ce document est en circulation sous forme préliminaire et consultative, visé a être finalisé en Novembre 2016

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Chauzal, G. et van Damme, T., 'The Root Causes of Mali's Conflict', Clingendael, CRU Report, March 2015.



L'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger (ci-après l'Accord de paix) a été signé par les parties au conflit – à l'exclusion des groupes qualifiés de terroristes – le 15 juin 2015. Malgré l'existence d'une certaine avancée dans sa mise en œuvre, l'accord connait de nombreux retard dans la mise en œuvre de plusieurs dispositions, à savoir le cantonnement, le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR), le redéploiement des forces armées et de sécurité, la mise en place de la Police Territoriale, la mise en place des comités consultatifs locaux (CCLS) <sup>4</sup> et d'autres mesures liées aux actions et au projet de développement économique, social et culturel à réaliser dans les régions du Nord du Mali<sup>5</sup>.

Ce document expose l'importance des rôles complémentaires des acteurs situés aux différents niveaux d'intervention (local, national, régional et international) et cherche à établir un outil pour mesurer la contribution de notre consortium au changement de comportement des acteurs d'influence identifiés.

Afin de traquer l'évolution de nos recommandations et stratégies phares, la méthodologie de la cartographie des incidences sera utilisée et adaptée aux spécificités contextuelles de ce projet<sup>6</sup>. Elle « axe sur la planification, le suivi et l'évaluation des comportements, des actions et des relations visés dans la sphère d'influence d'un programme, ainsi que l'apprentissage des méthodes requises pour accroître l'efficacité d'un programme par rapport à ses buts ultimes »<sup>7</sup>. Dans le cadre de ce document, nous nous intéresserons notamment à l'identification des acteurs pertinents à nos recommandations, au changement attendu de ces acteurs et enfin sera présenté un cadre de suivi-évaluation. Mais tout d'abord, la perspective du consortium sur l'opérationnalisation de la sécurité humaine au Mali sera abordée.

# 1. Comment opérationnaliser la sécurité humaine au Mali face à des défis multidimensionnels et complexes?

La sécurité humaine implique à la fois une reconnaissance du caractère multidimensionnel de la sécurité (sécurité sanitaire, personnelle, environnementale etc.) vécue par la population, ainsi qu'une manière de voir, un processus ou une méthodologie qui place l'individu et les

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Annexe II, Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger, Juin 2015.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Ibid, annexe 3.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Voir www.outcomemapping.ca

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Earl, S. et al. *La Cartographie des Incidences : Intégrer l'apprentissage et la réflexion dans les programmes de développement*. Ottawa, Ontario: Centre de Recherches pour le Développement International, 2002, page 12



### Les principes de la sécurité humaine :

La sécurité humaine est un concept interdisciplinaire qui comporte les caractéristiques suivantes:

- Centré sur la personne
- Multisectoriel
- Holistique
- Spécifique au contexte
- Orienté vers la prévention

communautés au centre des préoccupations. C'est cette dernière approche qui est centrale pour notre cadre suivi-évaluation.

La société civile au Mali a un rôle important dans ce processus, et plusieurs initiatives pour la compréhension et la résolution des conflits et pour la paix ont précédé ce projet. Par exemple, la CONACIPAL a élaboré une vision stratégique de la société civile, l'ARGA a organisé des forums multi-acteurs sur la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali, et l'IMRAP a organisé des consultations nationales pour réaliser un « autoportrait » du pays sur les obstacles à la paix. Les contributions de la société civile malienne dans toute sa diversité reflètent aussi le grand potentiel d'action en tant qu'interface entre l'Etat et la

population en capitalisant ses ressources et capacités collectives. La coordination des efforts de la société civile pour la paix au Mali reste un défi en même temps qu'une opportunité majeure.

#### 2. Pourquoi la sécurité humaine au Mali?

Depuis des décennies, beaucoup d'acteurs nationaux, régionaux et internationaux sont impliqués dans des projets pour la paix, la sécurité, le développement et la justice dans les différentes régions du Mali, sur des thèmes spécifiques comme le dialogue inter-religieux, l'autonomisation de la femme, la santé et l'accès à la justice, etc. Depuis l'éclatement de la crise en 2012, les initiatives pour la consolidation de la paix se multiplient. Cependant, d'après les récents rapports de certaines organisations de la société civile<sup>8</sup> et ceux des consultations régionales au Mali conduites par WANEP, la population à la base ne perçoit pas de progrès sécuritaire ni les retombées de tous ces efforts, notamment en ce qui concerne le processus de paix actuel. De fait, selon le dernier rapport du secrétaire général de l'ONU, la situation sécuritaire s'est détériorée, les violences intercommunautaires et les actes de banditismes s'étendant aux régions de Mopti et Ségou<sup>9</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup>Clingendael Institute, ARGA, IMRAP/Interpeace, CONASCIPAL/SIPRI, Mouvement Malivaleurs/International Alert

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Rapport du Secrétaire Général de l'ONU sur la situation au Mali, S/2016/498, para 38, page 10



La complexité des défis sécuritaires au Mali requiert une approche holistique qui prend en compte le caractère multidimensionnel de la sécurité et leurs interrelations : la sécurité humaine. Selon cette approche, pour parvenir à une paix durable au Mali, il faudrait i) identifier et remédier aux causes profondes de la crise ; ii) que la population à la base participe activement à la consolidation de la paix et profite directement de ses dividendes.

L'opérationnalisation de la sécurité humaine au Mali requiert donc la contribution inclusive de tous et donc une plus grande collaboration, à la fois multi-acteur, multisectorielle et avec un engagement actif de la population à la base. La société civile joue un rôle central pour connecter ces différents niveaux.

# 3. Quelles sont les préoccupations sécuritaires des populations au Mali identifiées?

En 2014 et 2015, WANEP a mené deux phases de consultations et dialogues dans chaque région du Mali afin de déterminer les préoccupations principales de la population et de renforcer les capacités de compréhension de la société civile sur la notion de sécurité humaine au Mali. Les participants incluaient des groupes de femmes, de jeunes, des chefs religieux et traditionnels, les gouverneurs de régions (représentants de l'Etat dans les régions) et parfois les forces de sécurité maliennes<sup>10</sup>.

A travers ces consultations, WANEP a mis en place des plateformes d'organisations de la société civile dans toutes les régions, appelées « Réseaux Régionaux » pour contribuer à la promotion du dialogue multi-acteur au niveau local, et plus spécifiquement pour prendre des initiatives préventives aux menaces sécuritaires. Les Réseaux Régionaux ont permis la création d'espaces regroupant les acteurs civils et sécuritaires. Ces espaces sont des véritables tribunes de libre expression et de témoignages sur les enjeux sécuritaires, et ont permis l'adoption de certaines initiatives visant à la promotion de la sécurité humaine au niveau des régions. L'arbre ci-dessous illustre les types d'insécurités principales identifiées par la société civile lors de ce processus, notamment les quatre axes prioritaires communs à toutes les régions : la sécurité personnelle, économique, sanitaire et environnementale.

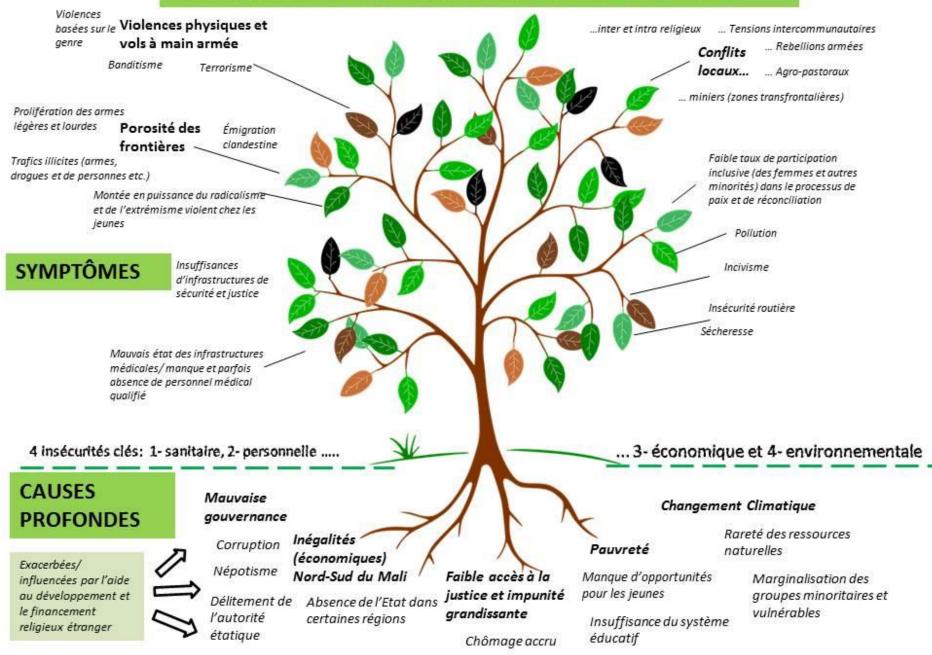
<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Pour plus d'information sur les consultations, voir <a href="https://www.peaceportal.org/web/human-security-in-mali">https://www.peaceportal.org/web/human-security-in-mali</a>



## Les recommandations issues de ces consultations ont été résumé dans les catégories suivantes:

- 1) le renforcement des mécanismes et approches locales permettant d'atteindre les populations de base de manière systématique et transparente (vulgarisation de documents, leur traduction dans toutes les langues nationales du Mali, organisation d'activités de dissémination d'information et de sensibilisation, adoption d'approches méthodologiques inclusives afin d'assurer une véritable représentativité de toutes les communautés).
- 2) le renforcement des capacités de la société civile pour effectuer un plaidoyer plus fort et uni à plusieurs niveaux.
- 3) la meilleure coordination des actions menées entre les acteurs clés au Mali (société civile, gouvernement, médias, et communauté internationale) au niveau local.

#### Causes profondes des conflits au Mali et leurs symptômes





# 4. Quelle est la contribution stratégique de cette initiative?

En dépit de l'abondance d'analyses sur les causes profondes des conflits au Mali, telles que celles résumées dans le diagramme ci-dessus, il convient de s'interroger sur l'impact des multitudes de recommandations qui en découlent. De plus, les objectifs des politiques et des interventions correspondantes tendent à être très ambitieux, ce qui accroît les attentes - déjà élevées - des populations maliennes à l'égard des bailleurs et du gouvernement. Ces frustrations peuvent renforcer les tensions existantes entre ces différents acteurs (à l'instar de la mission de l'ONU au Mali, la MINUSMA).

Les structures et les acteurs spécialisés dans les domaines tels que la santé, la justice, l'économie et le développement sont plus à même d'agir dans leur secteur respectif. Cependant, la contribution de la société civile<sup>11</sup> travaillant sur la sécurité humaine est pertinente à cet égard pour assurer l'alignement des priorités des décideurs politiques sur les priorités des populations. Elle peut alors faciliter les liens entre les secteurs susmentionnés, surtout au niveau local.

Pour assurer un suivi de l'évolution de la sécurité humaine au Mali et en collaboration avec la CEDEAO, WANEP-Mali a initié la mise en place de son système national d'alerte précoce dénommé "NEWS-Mali", grâce à des moniteurs communautaires chargés de collecter des informations liées à la sécurité humaine dans leurs localités respectives. C'est dans le cadre du système régional d'alerte précoce de la CEDEAO (ECOWARN) que la société civile a contribué au développement d'indicateurs pour chaque dimension de la sécurité humaine, permettant à ces moniteurs communautaires d'approfondir les analyses sécuritaires pertinentes de chaque région du Mali<sup>12</sup>. A partir de juillet 2016, WANEP intègrera des indicateurs pour capter les risques de survenance d'extrémisme violent dans le cadre de l'alerte précoce. Ce genre de système d'alerte précoce est important puisqu'il s'agit de son application au niveau local, là où les conflits ont tendance à surgir et à s'exprimer au Mali. Il requiert une participation collective afin de prévenir les conflits. Si l'opérationnalisation de l'alerte précoce est déjà un défi significatif, la mobilisation de réponses rapides depuis le niveau politique jusqu'aux réalités locales requièrent également

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> Définie ici comme allant au-delà des ONGs formelles et incluant aussi les groupements informels et traditionnels ; c'est à dire l'expression de la société malienne dans toute sa diversité.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Voir annexe 3



des engagements et des plaidoyers à plusieurs niveaux (volonté politique, interventions multiacteurs et inclusives). Il s'agit d'un transfert d'information d'une source à une autre ; cette information doit être analysée dans son contexte social et politique, et présentée aux décideurs influents ainsi qu'aux secteurs concernés pour la réponse. Le plus important des défis est donc de passer de l'alerte à l'action collective, non seulement en réponse aux symptômes mais aussi aux causes profondes des insécurités.

Comme les indicateurs pour la sécurité humaine et pour lutter contre l'extrémisme violent ont déjà été élaborés, ce cadre suivi-évaluation met l'accent sur les processus et les relations qui facilitent l'opérationnalisation de la sécurité humaine. Les relations entre les acteurs impliqués dans les efforts de paix ont le potentiel d'habiliter ou d'inhiber les efforts de la société civile pour la paix et la sécurité humaine au Mali.

# 5. Suivi-évaluation dans le contexte fragile, changeant et divers malien

Dans le cadre du développement de ce cadre suivi-évaluation, le consortium s'est concerté avec des organisations partenaires sur la détermination d'indicateurs pour la sécurité humaine. De ces discussions il a été conclu qu'un cadre suivi-évaluation classique, c'est-à-dire qui se focalise sur l'impact du projet, avec des colonnes « produits, indicateurs, impacts, moyens de vérifications etc. », n'était pas adapté pour ce projet pour des raisons détaillées ci-dessous.

#### Les difficultés rencontrées dans le contexte Malien

- \* Les acteurs d'influence et les défis sécuritaires varient grandement d'une commune à l'autre au Mali et cela nécessite donc des indicateurs différents pour chaque commune, rendant l'exercice lourd, complexe et couteux.
- \* L'identification d'indicateurs participative (en groupe avec des partenaires) peut aider à déterminer l'idée générale des indicateurs. Cependant, à défaut de pouvoir s'impliquer dans le projet au quotidien, il est difficile pour les partenaires externes au projet d'identifier des indicateurs SMART (Spécifique, mesurable, applicable, réaliste et limité dans le temps).
- \* Le défi de trouver des informations vérifiables et de sources crédibles pour suivre les indicateurs sans occasionner des frais élevés.
- \* Le défi de trouver des indicateurs réalistes n'étant pas trop ambitieux.



- \* En utilisant un cadre classique on attribue l'impact au seul consortium de ce projet, alors que la perspective de la sécurité humaine met l'accent sur les interconnections et l'approche holistiques des acteurs et thématiques. Puisque de nombreuses ONG au Mali travaillant sur des thématiques très similaires il est plus opportun de penser en termes de contribution au changement plutôt que d'attribution.
- \* Le concept de la sécurité humaine en lui-même est un concept très large, donc parfois difficile à cadrer. C'est pourquoi il est utile de se focaliser sur l'opérationnalisation de la sécurité humaine, qui transcende toutes ses dimensions (sécurité alimentaire, personnelle, économique etc.).
- \* Les indicateurs sont développés sur la base de nos idées préconçues du changement, sans prendre en compte les dynamiques locales spécifiques à chaque commune. Il est donc possible de manquer certains changements qui n'ont pas été envisagés.
- \* Beaucoup d'organisations au Mali sont familières avec le suivi-évaluation des activités et des produits issus d'un projet (dans le cadre des approches exigées par les bailleurs), mais peu de moyens financiers sont disponibles afin de développer les capacités de la société civile à évaluer leurs impacts sur les décideurs politiques et leurs politiques. Certaines organisations bien établies au Mali avec un financement institutionnel durable ont ces capacités, mais les organisations plus jeunes, dépendantes des financements externes nécessitent plus d'accompagnement dans ce domaine.

Pour faire face à tous ces obstacles rencontrés nous avons décidé d'utiliser et d'adapter l'outil de la « cartographie des incidences », ce qui nous a permis d'avoir une perspective holistique et stratégique afin de mesurer l'impact de nos contributions à la sécurité humaine au Mali. Malgré cela, certains inconvénients surviennent qui sont propres à cette méthode, comme par exemple qu'elle s'appliquera avec moins de facilité pour mesurer le changement de comportement de l'ONU au Mali. Le personnel onusien change parfois plusieurs fois par an. Cela signifie lorsque quelqu'un de nouveau commence sur un poste la société civile doit investir dans la relation—seulement pour recommencer à zéro avec la nouvelle personne quelques mois plus tard.



# 6. Les obstacles aux processus et relations facilitant l'opérationnalisation de la sécurité humaine

Certaines réalités et défis spécifiques doivent être mise en exergue afin d'avoir une compréhension plus complète de ce cadre suivi-évaluation. Dans le cadre de ce projet, le consortium a identifié différents niveaux de défis relationnels qui entravent la sécurité humaine et qui peuvent obstruer la paix au Mali.

#### Déficit de confiance

Il y a une méfiance entre les communautés et les agents de l'Etat, de même que les opérations internationales qui sont perçues par certaines catégories de populations comme partiales. Le gouvernement et ses fonctionnaires doivent prendre en compte de manière plus systématique les intérêts de tous les segments de la population, pour ne pas que les groupes minoritaires et vulnérables se retrouvent encore plus exclus.

#### Appropriation et responsabilisation locale

On peut observer un fossé entre les acteurs internationaux et parfois nationaux avec les différents segments de la population à la base. Ceci est exacerbé entre autres par un manque de continuité des engagements locaux (par exemple absence de feedback après les consultations auprès des communautés); le manque d'investissement dans la valorisation des capacités locales; le manque de mécanismes de responsabilité des actions et des acteurs envers la population à la base. Ces engagements à la base sont aussi rendus complexes par des divisions communautaires.

#### Insuffisance de coordination et de synergies

La sécurité humaine requiert que les acteurs clés travaillent ensemble au Mali ; les problèmes liés à l'insuffisance de coordination et de synergie entre les acteurs impliqués au Mali constituent des obstacles à son opérationnalisation. Les acteurs font parfois face à des barrières de communication et à des réalités politiques diverses. Ces différentes cultures institutionnelles peuvent mener une concurrence pour obtenir l'attention des acteurs locaux, ainsi que pour les ressources financières et l'espace politique.



#### Défis propres à la société civile

La société civile a le potentiel de contribuer à remédier aux causes profondes des conflits maliens. Elle peut notamment, par des plaidoyers politiques, pousser le gouvernement et les acteurs régionaux/ internationaux au changement et à la prise en compte des perspectives locales. Cependant, ces plaidoyers manquent parfois de cohérence ou ont moins d'impact que souhaité du fait, entre autres, de la désorganisation de la société civile; la diversité des agendas des organisations, du manque de leadership et de stratégie de suivi. Par ailleurs, la multiplication d'OSC inciterait les décideurs politiques à se demander qui d'entre elles représente réellement les populations locales et quelles organisations sont crédibles. D'un autre côté, certains décideurs politiques sont moins sensibles au plaidoyer de la société civile.

Un autre problème qui se pose, de par la compétition créée par les partenaires techniques et financiers, est que la population s'essouffle du fait du nombre de consultations auxquelles elle prend part, sans avoir de suivi.

### 7. Théorie de changement

Si, d'une part, le problème de coordination semble venir d'insuffisances d'échanges réguliers et de liens relationnels entre certains groupes d'acteurs, d'autre part il faut aussi reconnaître les dynamiques politiques, économiques et sociales qui s'y ajoutent. D'où le choix de stratégies pour la sécurité humaine qui prennent en compte à la fois les relations humaines et institutionnelles pouvant contribuer à une coordination plus systématique des divers acteurs, et les opportunités pour renforcer le plaidoyer politique et la responsabilité envers la population malienne. Pour ce faire, il est nécessaire de situer les défis sécuritaires dans leur contexte (politique) local, et d'arriver à comprendre les motivations des différents acteurs qui incitent et découragent le changement 13. Notre théorie de changement principale sur laquelle repose ce document est la suivante :

Les représentants légitimes des communautés locales (la société civile) intégrés dans des réseaux de relations les reliant de manière plus systématique et approfondie<sup>14</sup> aux acteurs ayant une

<sup>13</sup> Une théorie du changement est la formulation d'hypothèses sur la façon dont surviennent les changements par rapport à un ensemble d'objectifs. Cette approche promeut la réflexion ponctuelle et critique non seulement sur les changements envisagés et réalisés, mais aussi sur les étapes intermédiaires pour y arriver.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Systématique signifie une mesure quantitative et approfondie signifie une mesure qualitative. Voir le *Human Security Handbook*, "Lesson 10 Local Ownership and Community Engagement", p. 97 <a href="https://www.humansecuritycoordination.org/">www.humansecuritycoordination.org/</a>

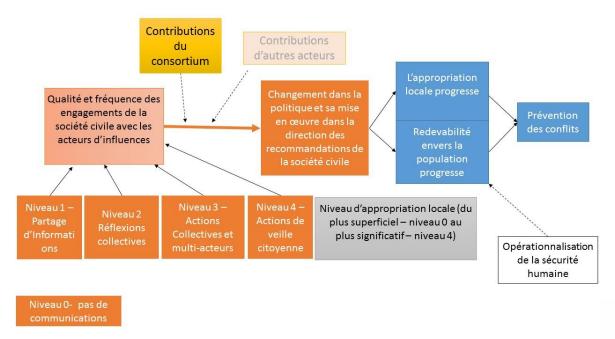


influence aux niveaux politiques local et national peuvent faire valoir les préoccupations et priorités sécuritaires de leur communauté. Ainsi, ces préoccupations et priorités sont plus susceptibles d'être prises en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques au niveau local, et dans les actions mises en place par les intervenants externes. L'appropriation locale se retrouve alors catalysée et renforce la redevabilité de ces intervenants. Cette opérationnalisation de la sécurité humaine au Mali participe alors à la prévention des conflits.

L'appropriation locale se trouve donc au centre de nos recommandations. Notre définition de local se rapporte à la diversité socio-économique et culturelle du Mali et l'interprétation du « local » est spécifique et relative à chaque commune ou localité, avec ses propres dynamiques sociales et politiques.

Afin de mieux comprendre l'évolution des relations entre les acteurs clés menant à une meilleure coordination avec la population à la base, les sections suivantes viseront à détailler les différents niveaux d'appropriation locale — c'est-à-dire non seulement en quantité (le nombre d'activités ou d'engagements avec la société civile diverse) mais aussi en termes de qualité d'engagement. Le partage d'information marque le premier niveau puisqu'il nécessite un engagement moins significatif de la société civile que pour la réflexion collective (niveau 2), l'action collective (niveau 3) ou la veille citoyenne (niveau 4).

Après avoir détaillé chaque niveaux, le document se penchera sur l'outil méthodologique de « cartographie des incidences » qui permettra à la société civile de mesurer la corrélation entre, d'une part, les progrès dans la qualité et la fréquence des engagements entre les acteurs identifiés et la société civile/ communautés locales avec, d'autre part, le changement des acteurs d'influences ciblés.





### 8. Les niveaux d'appropriation locale

La progression de la catégorisation d'appropriation locale n'est pas linéaire et il est reconnu qu'elle représente une simplification de la réalité<sup>15</sup> et qu'elle présume un renforcement parallèle de la société civile malienne. Toutefois, elle permet de penser stratégiquement à la situation avec un acteur particulier à un moment précis et sur cette base de se projeter vers une situation souhaitée dans le futur. De même, bien que la société civile ait ses propres défis, elle dispose d'un grand potentiel pour initier des changements et est essentielle pour accroître l'appropriation locale. L'appropriation locale signifie que chaque segment de la population doit être inclue et impliqué dans tout genre d'activités telles que l'analyse des conflits, la planification, la cartographie des acteurs et le suivi-évaluation.

Ces activités peuvent contribuer à renforcer les capacités de la société civile et des acteurs d'influences à tous les niveaux, mais également d'établir des connexions entre ces niveaux. De cette manière, si les OSC représentant la base ont l'opportunité de formuler et exposer leurs priorités de sécurité humaine et leurs perspectives sur les progrès du processus de paix, elles pourront bénéficier d'un partenariat avec les ONG nationales actives au niveau du plaidoyer politique.

#### Niveau 1 Le partage d'information

Le partage d'information - notamment sur les priorités respectives, les plans d'action et leur mise en œuvre, les politiques, et leurs résultats, constitue une première étape pour un engagement plus collaboratif entre les communautés locales et les acteurs d'influence. Il se fait tout d'abord dans un sens (le plus souvent de manière ascendante). Fait stratégiquement, ce partage peut se transformer en échange et peut provoquer des retours d'informations de manière régulière. Cependant, la manière dont cette information atteint ses cibles est souvent négligée. L'information part de la base et doit atteindre les hauts niveaux de gouvernance et pareillement les hauts niveaux de gouvernance doivent répondre à la base en faisant redescendre l'information. Le rôle de la société civile est important en ce sens afin d'assurer une convergence des attentes et des préoccupations de ces niveaux opposés.

Le pouvoir de l'information est d'une part la capacité de la société civile d'accéder et d'analyser

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Schirch, Handbook on Human Security: A Civil-Military-Police Curriculum, Mars 2016, p.96.



l'information nécessaire et d'autre part la capacité de la diffuser et de l'échanger avec les acteurs ciblés. Il est également important de savoir formuler et diffuser l'information aux groupes pertinents et au moment opportun. Pour cela il faut adapter les modes de diffusion et de communication aux groupes spécifiques ciblés. Comme cela on peut garantir plus d'inclusion et de diversité dans les messages communiqués et les réponses reçues.

# Contributions d'un tel niveau d'engagement :

- \* Un plaidoyer de la société civile plus uni et plus fort.
- \* Des systèmes d'alerte précoce renforcés,
- \* Des OSC, agences étatiques locales et nationales ainsi que leurs partenaires internationaux sont plus informés afin d'identifier et se connecter avec des initiatives similaires pour des interventions complémentaires et productives dans les domaine de la sécurité humaine.

#### Les risques associés :

- \* La surcharge d'information et emploi de l'information de manière non stratégique, qui accrue la charge de travail.
- \* Risques sécuritaire (par exemple en cas d'échange d'information avec les forces de sécurité).
- \* Manque de continuité et durabilité des échanges d'information, il y a un risque que ce soit fait de manière ad
- \* Risque d'exclure certains groupes vulnérables et radicalisés
- \* Les voies de communications choisies ne soient pas pertinentes au contexte.

#### Exemple 1 : Activités de cartographie d'acteurs et réunions de coordination.

ONU Femme réunit toutes les organisations basées à Bamako, travaillant sur l'aspect genre afin de faciliter la coordination d'un maximum de projet dans ce domaine.

#### Niveau 2 échanges et réflexions collectives

A travers des sessions de dialogue et consultations, la société civile peut initier une réflexion collective autour des défis sécuritaires et contextuels, y compris avec des acteurs stratégiques ciblés. Vu la diversité de chaque région et même commune du Mali, certaines questions doivent être contextualisées pour chaque type d'intervention et chaque secteur. Par exemple: *quels sont* 



les acteurs d'influence pouvant soutenir les efforts de la société civile et quels sont les acteurs d'influence qui peuvent les affaiblir ? Quelles sont les motivations de ces acteurs qui peuvent les pousser au changement ?

De telles réflexions ne sont pas partagées assez régulièrement parmi la société civile et entre les acteurs d'influences, et lorsqu'elles le sont c'est souvent sans la participation des communautés à la base ou des groupes les plus vulnérables (ceci s'applique notamment aux initiatives des acteurs internationaux). Ces discussions doivent être modérées avec une sensibilité au genre et à la jeunesse afin de capturer leurs expériences et préoccupations spécifiques. Il faut accentuer la participation et l'inclusion de toutes les sections de la société malienne, y compris ceux qui se sentent attirés par l'extrémisme violent et ceux qui sont marginalisés d'une manière plus systématique et approfondie.

#### Ceci peut contribuer à:

- \* Un échange collectif, où chaque secteur apporte des contributions spécifiques et diverses, qui peut rendre l'exercice de l'analyse du conflit et du contexte plus opérationnel en contribuant à l'adaptation des actions et des interventions aux réalités maliennes.
- \* Au renforcement de relations constructives à long terme, à condition que ces réflexions s'organisent de manière régulière et sensible aux dynamiques de groupes.

# Les risques associés à ce niveau d'engagement peuvent être :

- \* La continuation de la routine sans changement d'approche ou de comportement.
- \* Que le gouvernement, bien que entendant les préoccupations de la société civile, ne les inclus pas dans les programmes ou politiques
- \* Il y a un risque de l'échange se fasse au niveau de la capitale et non dans les cercles et communes.
- \* Manque d'équité dans l'échange si les dynamiques locales de pouvoir donnent moins d'espace à un groupe plutôt qu'un autre (par exemple les jeunes).
- \* Non acceptation des acteurs radicalisés de s'engager dans un tel processus



**Exemple 2 : Forum multi-acteurs sur la gouvernance au Mali mise en place par ARGA de 2008 à 2014,** conçu comme un espace public de dialogue, avec une diversité d'acteurs de la gouvernance au Mali pour échanger autour des problématiques cruciales de gouvernance de ce pays et identifier les leviers d'action sur lesquels s'appuyer pour tendre vers une gouvernance légitime et enracinée.

#### Niveau 3 Actions collectives et multi-acteurs

L'action collective et multi-acteurs est le niveau d'engagement où la société civile ensemble avec les décideurs politiques peuvent travailler ensemble dans la programmation de certains domaines de la sécurité humaine. Cela peut être fait au niveau local, régional ou national. Par exemple, ce projet a identifié plusieurs axes où l'action conjointe entre les divers acteurs est nécessaire ; notamment pour l'opérationnalisation du système d'alerte précoce et réponse rapide de la CEDEAO (ECOWARN) aux niveaux national et local; les stratégies pour la prévention de l'extrémisme violent, les synergies des partenaires techniques et financiers (PTF) et les ONGIs; le dialogue de la société civile avec le secteur de la sécurité et les leaders traditionnels et religieux.

Cependant, la collaboration multi-acteurs n'est pas une solution "magique", elle pose autant de risques que d'opportunités. Il est donc nécessaire d'accompagner ces initiatives avec les acquis des réflexions collectives, et par un suivi-évaluation régulier afin de répondre aux risques d'inefficacité, d'exclusion et de tensions sociales - notamment en ce qui concerne la position des groupes souvent vulnérables, tels que les femmes, les jeunes et les victimes. La question de leadership et de légitimité de ces processus est donc centrale pour cette approche.

#### Ceci peut contribuer à:

- \* Une utilisation rationnelle des ressources,
- \* une complémentarité renforcée, et la non-duplication des efforts entre les membres de la société civiles et les acteurs internationaux/ gouvernementaux avec des initiatives similaires
- \* Développer des

## Les risques associés à ce niveau d'engagement peuvent être :

- \* Manque d'appropriation des actions par les communautés
- \* Remise en cause de la légitimité des acteurs et des initiatives
- \* Pas de vraie forme de participation, seulement une participation symbolique (ce qui signifie que les opinions et la voix



initiatives/plateforme qui lient les différents secteurs (développement, paix et sécurité, santé etc.) de la société civile n'est entendues et prises en compte).

\* Participation superficielle ou partielle augmentant les tensions sociales

Exemple 3 :La Plateforme d'échange et d'action FSI/EUCAP/Société civile initiée par EUCAP Sahel et présidée par IMRAP (Juillet 2016), est un exemple de plateforme multi-acteur où les organisations membres prennent part ensemble à des formations des forces de sécurité intérieure maliennes pour plus d'engagement significatif avec les civils.

#### Niveau 4 Redevabilité et veille citoyenne

Avec la multitude d'acteurs et d'interventions à tous les niveaux au Mali, impliqués dans le but d'améliorer la situation pour le/la malien(ne), et le/la malien(ne) ne voyant pas les dividendes de ces actions, on s'interroge sur la redevabilité de ces actions envers la population malienne. Etre redevable envers le peuple malien signifie que les acteurs étatiques/ internationaux et interétatiques ont une obligation de rendre compte de leurs actions envers les citoyens qui sont les détenteurs de droits. Les décisions prises au niveau de l'Etat malien et ses partenaires peuvent donc faire l'objet de surveillance de la société civile afin de s'assurer que ces initiatives s'alignent sur leurs objectifs et répondent aux besoins des différentes communautés au Mali. Une meilleure redevabilité envers la population peut résulter en une meilleure gouvernance et peut réduire aussi la pauvreté<sup>16</sup>, pourvu que le plaidoyer politique soit efficace et que les acteurs d'influence soient politiquement motivés à évoluer. La redevabilité repose alors sur l'existence de mécanismes permettant ce type de monitoring.

Ce niveau d'engagement avec la société civile est le plus approfondi, mais est aussi le plus complexe et difficile à mettre en place et donc n'est pas forcément le niveau d'engagement le plus atteignable. La société civile a un rôle à jouer puisqu'elle peut puiser dans les réseaux existants afin de former des comités de veille citoyenne.

. . .

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Rick Stapenhurst and Mitchell O'Brien, Accountability in Governance, Wold Bank Institute <a href="http://siteresources.worldbank.org/PUBLICSECTORANDGOVERNANCE/Resources/AccountabilityGovernance.pdf">http://siteresources.worldbank.org/PUBLICSECTORANDGOVERNANCE/Resources/AccountabilityGovernance.pdf</a>



# Ceci peut contribuer à: Renforcer les capacités de la société civile malienne pour approfondir

- Les connaissances sur l'emploi de méthodologies inclusives et participatives afin de mieux engager les différents acteurs (particulièrement les couches les plus vulnérables) pour
- Les connaissances sur le suiviévaluation non seulement de l'activité même mais aussi de l'impact de l'implication auprès des communautés

# Les risques associés à ce niveau d'engagement peuvent être :

- \* Mécanismes de redevabilité peu inclusifs
- \* Manque de facteurs incitatif des acteurs pour répondre aux priorités articulées par la population locale.
- \* Participation superficielle ou partielle augmentant les tensions sociales

**Exemple 4 : Une opportunité pour le gouvernement malien : l'accord de paix prévoit la mise en place de CCLS, et** *si le gouvernement malien, en collaboration avec la société civile et soutenu par les partenaires internationaux, s'engage dans un dialogue inclusif avec tous les groupes et fractions de la société, pour comprendre et aborder les causes profondes de l'extrémisme violent et sources de tension au Mali, cela contribuera à renforcer la confiance entre les services de défense et de sécurité et les populations civiles.* 

# 9. Le Cadre Suivi-évaluation avec la méthodologie de la Cartographie des incidences

La méthodologie de la « cartographie des incidences » <sup>17</sup> est une méthodologie qui « axe la planification, le suivi et l'évaluation sur les comportements, les actions et les relations visés dans la sphère d'influence d'un programme, ainsi que sur l'apprentissage des méthodes requises pour

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Dérive du suivi-évaluation en matière de développement et créée par le Centre de Recherches pour le Développement International. Pour plus d'information en Français sur cette méthodologie, voir <a href="http://www.outcomemapping.ca/download/OM">http://www.outcomemapping.ca/download/OM</a> French final.pdf



accroître l'efficacité d'un programme par rapport à ses buts ultimes » 18. De plus, il s'agit d'une méthodologie qui peut encourager l'apprentissage entre des membres du consortium.

Nous avons choisi cette méthode dynamique pour mesurer le changement de comportement puisqu'elle nous permet d'être flexibles face aux incertitudes et aux complexités du contexte malien. C'est une méthode qui permet de mesurer les contributions aux changements observés plutôt que de les attribuer à un seul acteur, ce qui est particulièrement pertinent pour le caractère multidimensionnel de la sécurité humaine et ses protagonistes. Des incidences sont donc des modifications de comportement qui ont été influencées par le programme/ projet mais dont celui-ci n'a pas le contrôle. Ces incidences peuvent être internes (changement du comportement de soi et du consortium) et externes (les autres acteurs ayant une influence la sécurité humaine). Nous nous sommes limités aux incidences liées aux acteurs externes puisque c'est leurs actions que nous souhaitons changer.

Il y a trois phases dans la cartographie des incidences : la première est la définition des intentions, la deuxième est le suivi des incidences et du rendement et la troisième est le plan d'évaluation. Cette section se focalisera sur la première étape, puisque cet outil permettra au consortium et ses partenaires de planifier les changements voulus dans les prochaines années chez les acteurs clés sélectionnés, afin de mesurer comment les relations entre ces acteurs évoluent au fil du temps et de déterminer la contribution des actions et des recommandations de la société civile plus particulièrement.

#### Etapes de la définition des intentions<sup>19</sup>:

- 1. Description de la vision d'avenir
- 2. Identification de la mission
- 3. Identification des partenaires limitrophes (dans la sphère d'influence du projet)
- 4. Identification des incidences visées
- 5. Elaboration de marqueurs de progrès graduels

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Idem, page 12.

 $<sup>^{19}</sup>$  La définition des incidences a été adaptée aux ressources disponibles pour ce projet et donc on s'intéressera aux étapes 1 à 5. Pour plus d'information sur les étapes 6 et 7, se référer au document « La cartographie des incidences » de Earl, Carden et Smutylo dans la bibliographie, pages 65 and 73.



#### Etape 1 et 2 La vision, la mission et l'objectif

Vision : Toutes les catégories de la société malienne travaillent ensemble pour la sécurité humaine au Mali

Mission : Les représentants légitimes des communautés locales (société civile)sont intégrés dans des réseaux de relations les reliant de manière plus systématique et approfondie aux acteurs ayant une influence aux niveaux politiques local et national.

Objectif : L'opérationnalisation de la sécurité humaine par les acteurs clés dans chaque région du Mali contribue à la non-récurrence des conflits locaux.

# Etape 3 et 4 - Qui sont les partenaires limitrophes et stratégiques et les incidences visées ?

La première étape dans la définition des intentions est l'identification des partenaires dits limitrophes et des partenaires stratégiques. Le premier regroupe « les individus, les groupes et les organisations avec lesquels le programme a des contacts directs et sur lesquels le programme peut s'attendre à exercer une influence » <sup>20</sup> ; le deuxième regroupe des acteurs avec qui le projet travaille sans nécessairement vouloir introduire un changement chez eux.

Il est nécessaire d'engager simultanément chaque composante de la société et pas seulement les acteurs politiques au plus haut de l'échelle. On reconnait l'importance des contributions et des actions de chacune de ces catégories dans l'édification de la paix au Mali. Toutefois, il est stratégique de cibler le leadership de chaque composante puisqu'ils sont plus à même d'impulser les changements désirés, que ce soit au niveau de gouvernance ou au niveau sociétal.

Pour comprendre pourquoi ces acteurs sont importants, il convient de rendre explicite pourquoi le consortium souhaite les influencer et contribuer au changement de leurs comportements, activités ou relations. On évoquera le changement général attendu de chaque section, et dans le tableau de suivi ci-après dans le document, le consortium aura l'occasion d'inscrire les changements spécifiques pour chaque acteur identifié<sup>21</sup>.

20

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup>Idem, page 1.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Les résultats émanent d'un exercice collectif et participatif au sein du consortium.



#### A-Le leadership politique

#### **Les partenaires Limitrophes**

Les partenaires limitrophes suivants ont été sélectionnés pour leur rôle dans l'orientation des politiques au Mali, sans leur soutien le changement sera difficile.

- → **Le gouvernement malien** fixe les orientations politiques, et est chargé du pouvoir exécutif.
- → L'assemblée nationale est l'institution de la République du Mali qui contrôle l'action gouvernementale mais qui vote aussi les lois, donc les députés sont des éléments clés. Une porte d'entrée peut être la Commission Parlementaire pour la Défense Nationale, Sécurité et Protection Sociale.

#### **B-Le leadership sectoriel:**

Les partenaires Limitrophes suivants ont été sélectionnés pour leur rôle soit dans la mise en œuvre des lois et politiques, soit pour leur capacité à pousser le leadership politique au changement, ou encore pour leur capacité à communiquer ou/et à représenter les populations à la base.

- → Les Ministère de la réconciliation nationale et le ministère de la sécurité et de la protection civile sont clés dans les secteurs spécifiques d'engagement du consortium et donc sont les plus à même de faire remonter nos recommandations auprès du gouvernement malien.
- → Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS) est mis en place par l'Accord de la Paix, le Commissaire à la RSS entretient des relations étroites avec la société civile, dont WANEP Mali. Il s'agit d'un acteur important dans le dialogue national sur la prévention de l'extrémisme violent.
- → Haut Conseil Islamique est un acteur puissant au Mali pouvant régler les conflits intercommunautaires et influer la politique. Plus particulièrement il est important d'interagir avec le Conseil pour établir un dialogue sur certaines politiques de genre que les organisations de femmes veulent promouvoir.



- → Le Représentant spécial de la CEDEAO au Mali représente l'organisation intergouvernementale régionale phare pour le consortium, étant donné que WANEP travaille étroitement avec elle sur le système d'alerte précoce.
- → La MISAHEL, Union Africaine est représentante de l'intervention militaire de l'Union Africaine au Mali, la MISAHEL est un acteur clé puisqu'elle jouera un rôle clé lorsque la MINUSMA quittera le Mali.
- → Organisations de la société civile niveau 3 (Réseaux, Coordination, Fédérations, etc.) et 4 (Plateformes, Forum, etc.) ont les capacités de former des alliances ou de renforcer celles existantes, formelles ou non. Pour la sécurité humaine il est d'autant plus important que les plateformes et réseaux travaillant spécifiquement sur un thème puissent échanger librement leurs informations afin d'identifier les corrélations entre les défis et pour pouvoir formuler des solutions et stratégies multidimensionnelles. Il ne s'agit pas de se coordonner avec toutes les OSCs, mais plutôt d'établir des critères de sélection afin d'être plus stratégique.
- → Partenaires techniques et financiers (la délégation UE, les Pays Bas, les Etats-Unis...)
  sont à même d'influencer le leadership politique de leur propre gouvernement, qui peut
  aussi faire pression ou formuler des recommandations au gouvernement Malien, ainsi
  que lors du processus de paix par la participation dans le Comité de Suivi de l'Accord
  (CSA). C'est également à ces partenaires qu'il revient de faire le bilan des initiatives
  existantes afin de financer ou de soutenir le développement des secteurs les plus
  délaissés (éducation, et lutte contre la corruption par exemple).
- → L'Ambassade de France au Mali a l'oreille du gouvernement français, qui lui oriente les politiques étrangères de l'engagement militaire (opération Barkhane), diplomatique (rôle au sein du conseil de sécurité dans les discussions autour de la situation sécuritaire au Mali) et d'aide au développement au Mali (avec un récent rapport du Sénat français dénonçant la mauvaise gouvernance au Mali<sup>22</sup>). La France est le deuxième bailleur des

\_

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> Rapport d'information sur l'aide publique au développement au Sahel, de Raincourt et Conway-Mouret, pages 30 à 39 <a href="http://www.senat.fr/rap/r15-728/r15-7281.pdf">http://www.senat.fr/rap/r15-728/r15-7281.pdf</a>



pays du Sahel et demeure un acteur très influent dans la région<sup>23</sup>.

- → Le bureau des NU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)<sup>24</sup> est en charge de coordonner la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel qui a notamment comme objectif d'aider à mettre en place des systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce (objectif 1.7<sup>25</sup>).
- → La section RSS de la MINUSMA soutient le gouvernement dans la mise en œuvre des processus de RSS et de DDR. Elle participe à la réforme du secteur de la sécurité dans la mise en œuvre de l'accord de la paix. Elle peut donc avoir une influence sur la mise en place des CCLS, prévus dans l'Accord de Paix.
- → EUCAP Sahel Mali assiste les autorités maliennes dans la formation et restructuration des forces de sécurité intérieure. La Plateforme d'échange et d'action FSI/EUCAP/Société civile initiée par EUCAP Sahel et actuellement présidée par IMRAP contribue à l'amélioration des relations civilo-militaires. Certains partenaires stratégiques de WANEP font partie de cette plateforme et il s'agit donc d'un acteur important.

Les partenaires stratégiques jouent un rôle fondamental puisque c'est par leurs initiatives et soutien, à travers des partenariats et collaborations concrets, que la société civile pourra ensemble contribuer au changement de comportements, d'activités ou de relations des acteurs limitrophes. Les OSCs maliennes et partenaires internationaux pertinents sont l'ARGA, le CONASCIPAL, l'IMRAP, REPSFECO, FES, Interpeace, FriEnt, Search for Common Ground, International Alert, American Bar Association, et les réseaux existants tels que la Plateforme des femmes leader au Mali. Les agences intergouvernementales importantes sont iONU- FEMMES Mali, le PNUD Mali, DCAF, USIP etc.

#### **C-Le leadership local**

→ **Les partenaires Limitrophes** suivants ont été sélectionnés pour leur rôle et capacités

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Le premier bailleur étant les Etats Unis (voir p41 du rapport d'information sur l'aide publique au développement au Sahel de Juin 2016)

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> En Janvier 2016, le bureau de NU pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et l'Envoyé Spécial pour le Sahel ont fusionné pour créer l'UNOWAS – voir décision S/2016/489

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> http://oses.unmissions.org/Default.aspx?tabid=7164&language=en-US



d'amélioration et de promotion de la sécurité humaine dans les communautés locales. Ces partenaires peuvent également faire remonter aux niveaux sectoriels et politiques les préoccupations de ces communautés.

- → Gouverneurs, préfets et maires représente les autorités politiques et administratives au niveau local chargées d'assurer la sécurité de la population et de pourvoir à ses besoins. Ici il faudra noter que les régions du nord sont toujours en train de rétablir la gouvernance, comme prévu dans l'accord de paix.
- → Les acteurs traditionnels et religieux, etc. Dans certaines communautés, les populations s'adressent aux acteurs traditionnels et religieux qui ont parfois plus de légitimité aux yeux des communautés que les acteurs étatiques.
- → Organisations de la société civile niveau 1 (organisations de base, coopératives, associations professionnelles, Groupements informels, etc.) et 2 (ONG, Syndicats, Organisations à confession religieuse, etc.) Ces organisations à la base représentent les divers segments de la population au Mali selon leurs divisions et leurs diversités. Les impliquer c'est engager directement la population. Il ne s'agit pas de se coordonner avec toutes les OSC, mais plutôt d'établir des critères de sélection afin d'être plus stratégique.
- → La Gendarmerie, police, garde nationale sont en contact quotidien avec les populations locales et représentent les forces de sécurité maliennes dans les localités. Ils ont le potentiel de faire grandir le sentiment de sécurité des populations maliennes.

Les partenaires stratégiques sont les membres du réseau WANEP, les points focaux du projet basés dans chaque région malienne et leurs partenaires, les agences de l'ONU ayant une présence au niveau local.

Le tableau ci-dessous présente des incidences globales envisagée pour chaque groupe (leadership politique, sectoriel et à la base). Les incidences spécifiques à chaque acteur au sein de ces groupes pourront être ensuite détaillées dans le tableau de suivi-évaluation<sup>26</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Page 21 de ce document

Figure 3: Acteurs limitrophes et incidences associées

ACTEURS LIMITROPHES	NIVEAU	INCIDENCES /CHANGEMENTS ANTICIPÉS
Gouvernement malien et assemblée nationale	- représe thématiq mise en e politique population • Mettre e	er et adopter des recommandations de la société civile entante des communautés à la base sur chaque que de la sécurité humaine qui se traduisent en la œuvre effective des politiques au niveau des ons en œuvre de l'accord de paix dans le cadre de l'alerte et la réponse rapide
ministère de la réconciliation nationale et ministère de la sécurité et de la protection civile, CEDEAO, MISAHEL (Union Africaine), partenaires techniques et financiers (la délégation UE, les Pays Bas, les Etats-Unis), Ambassade de France, société civile niveau 3 et 4, MINUSMA (division des affaires civiles, section RSS), UNOWAS	Leadership sectoriel	<ul> <li>Consulter et adopter des recommandations de la société civile – représentante des communautés à la base sur chaque thématique de la sécurité humaine qui se traduisent en la mise en œuvre effective des politiques au niveau des populations</li> <li>transmettre de manière transparente les préoccupations de divers segments de la population pour nourrir les politiques (inter-) gouvernementales, avec une sensibilité particulière pour les aspects genre et jeunesse.</li> <li>alléger les procédures à suivre pour une réponse rapide à un rapport d'alerte précoce</li> </ul>
Société civile niveau 1 et 2, es légitimités traditionnelles et coutumières, les gouverneurs, préfets et maires etc., Gendarmerie, Policier, Garde Nationale	Leadership local	<ul> <li>participation active des membres de la communauté à l'alerte précoce à travers les moniteurs communautaires.</li> <li>prendre des initiatives multi- acteurs pour remédier d'une manière durable aux insécurités au niveau local</li> </ul>



#### Etape 5 – Les indicateurs de progrès

Afin de mesurer la contribution du projet au changement de comportement des acteurs identifiés, l'on s'intéressera au niveau d'engagement du consortium (voir Figure 4 ci-dessous) avec ces acteurs d'influence. On suivra le progrès de ces engagements grâce à des indicateurs de progrès – à court, moyen et long terme. Les indicateurs doivent illustrer le progrès vers un changement profond chez l'acteur limitrophe, et ils doivent permettre de capter la contribution du consortium à travers son degré d'influence sur ces acteurs<sup>27</sup>. Il faut rester flexible aux changements qui peuvent survenir, en termes de pertinence des acteurs limitrophes, changement de personnel au sein d'une certaine entité, nouvelles informations disponibles etc<sup>28</sup>. Par ailleurs, même si certains indicateurs sont déterminés par rapport à moment précis, il peut arriver qu'ils ne soient atteints que plus tard, ou qu'ils soient atteints plus tôt.

#### Cadre de suivi

Avoir un cadre de suivi est important, car il nous pousse à penser au statut actuel de l'engagement avec l'acteur, et à réfléchir à quel engagement on souhaite avoir dans le futur (l'objectif). En ayant identifié les différents niveaux d'engagements avec les acteurs d'influence (de 0 à 5) on peut suivre l'évolution de cet engagement ainsi que notre contribution au changement dans les activités politiques et comportementales de cet acteur. Il n'est nullement obligatoire de chercher à atteindre un niveau 5 (veille citoyenne) d'engagement avec chaque acteur. Par exemple, pour notre projet l'Etat Français a un impact important sur la situation sécuritaire au Mali du fait de son implication militaire et son influence au sein du conseil de sécurité, mais nous ne pensons pas avoir les capacités d'engager cet acteur au-delà du premier niveau de partage d'information, donc nous décidons que le premier niveau de partage d'information suffit.

Il s'agit donc d'un outil flexible et dynamique qui doit permettre de revoir la pertinence des acteurs au fil du temps et l'apparition de nouveaux acteurs (en cas d'élections etc.). Il s'agit d'une simplification de l'information dans un tableau qui guide du point de départ à l'objectif visé. Un exemple d'indicateurs est donné dans chaque catégorie d'acteurs limitrophes dans le tableau ci-dessous.

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> P 58

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> P 59



Niveau 0. Pas de communication

Niveau 1
Partage d'information

Niveau 2
Réflexion collective et multi-acteurs

Niveau 3 Action collective et multi-acteurs

Renforcement de la confiance entre communautés/ agents de l'Etat



Acteurs limitrophes ciblés	Incidence visée (voir tableau ci-dessus)	l'engage ment en	Niveau d'engagem ent visé en 2017-2020	Indicateurs de progrès- court terme	Niveau d'engag ement visé en 2020- 2025	Indicateur de progrès – moyen terme	Nivea u d'eng agem ent visé long terme (2025- 30)	Indicateur de progrès – long terme
Leadership p	olitique							
La	Consultation	Niveau 0 -	Niveau 1	1. le nombre	Niveau	1. nombres de	Nivea	1. Nombres de
primature	s et	aucune	<ul><li>partage</li></ul>	de fois les	1 -	débats entre	u 1-	débats entre les
et conseil	adoptions	communica	d'inform	élites	partage	les élites	Parta	élites politiques
des	des	tion.	ation	politiques	d'infor	politiques et	ge	et société civile
ministres	recommand		Dans un	sont présent	mation	société civile	d'info	lors des débats/
	ations de la		sens tout	aux débats/	Dans les	lors des débats	rmati	forum publiques
	société civile		d'abord	forum	deux	publiques	on	
				publiques.	sens	nationaux	dans	
				2.			les	
				diversification			deux	
				des canaux de			sens	
				communicatio				1. nombres de
				n pour mieux				membres de la



		Niveau 0 -	Niveau 1	atteindre les				société civile
	Mettre en	aucune	– partage	communautés	Niveau	1. nombres de		faisant partie
	œuvre	communica	d'inform	locales.	2 –	membres de la		intégrantes des
	l'Accord de	tion.	ation		réflexio	société civile	Nivea	CCLS au niveau
	Paix dans le		Dans les		n	faisant partie	u 2-	communal.
	cadre de		deux sens	1. nombre de	collectiv	intégrantes des	Réflex	2. % participation
	l'Alerte			consultations	е	CCLS au niveau	ion	effective des
	Précoce			avec la dans		régional.	collec	femmes dans la
				la mise en		2. nombre de	tive	politique (+ de
				place des		femmes		30%)
				CCLS.		inclues dans		
				2. nombre de		les actions		
				femmes		comités de		
				inclues dans		suivi de		
				les comités de		l'accord pour la		
				suivi de		paix		
				l'accord pour				
				la paix				
L'assemblé								
e nationale								
malienne								
Leadership se	ectoriel							
Ministère	Consulter et	Entre	Niveau 1-	1. les	Niveau	1. nombre de	Nivea	1. nombre de



de la	adopter des	niveau 0 et	partage	représentants	2.	débats entre	u 2.	débats entre les
réconciliati	recommand	niveau 1	d'inform	des	Réflexio	les élites	Réflex	élites politiques
on	ations de la	(pas de	ation	ministères	ns	politiques et	ions	et société civile
nationale	société civile	communica	Dans un	restent	collectiv	société civile	collect	lors des
et ministèr	_	tion et	sens tout	durant la	es	lors des	ives	évènements.
e de la	représentant	partage	d'abord	durée de		évènements.		2. La société civile
sécurité et	e des	d'informati		l'évènement		2. La société		est consultée
de la	communaut	on)		et non		civile est		constamment par
protection	és à la base	Un		seulement		consultée par		des représentants
civile	dans la mise	représenta		pour les		des		des ministères
	en œuvre	nt vient à		cérémonies		représentants		pour plus
	effective des	chaque		d'ouvertures		des ministères		d'information.
	politiques au	évènement		et		pour plus		3. le ministère
	niveau des	du		fermetures.		d'information.		initie une réunion
	populations	consortium						avec la société
		pour la						civile pour son
		cérémonie						input sur une
		d'ouverture						politique.
		et de						
		fermeture.						
CEDEAO -	-	L'organisati		les				
Représenta	Consultation	on est		représentants				
nt spécial	s et	invitée à		restent				
du Mali	adoptions	chaque		durant la				
Et	des	évènement		durée de				



Union	recommand	pour y	l'évènement		
Africaine -	ations de la	participer	et non		
MISAHEL	société civile	activement	seulement		
	dans		pour les		
	l'adoption		cérémonies		
	des		d'ouvertures		
	politiques		et		
	régionales		fermetures.		
	dans son				
	espace ;				
	- Influencer				
	l'Etat dans				
	l'application				
	des				
	instruments				
	adoptés				
Conseil					
National					
pour la					
Réforme du					
Secteur de					
la Sécurité					
MINUSMA,					
Section RSS					



PTF								
(ambassad								
e des Pays								
Bas,								
ambassade								
des Etats								
Unis,								
Délégation								
de l'UE)								
Ambassade								
de France								
UNOWAS								
EUCAP								
Sahel								
OSC niveau								
3 et 4								
partenaires								
de WANEP								
Leadership à	la base							
Gouverneu	Prendre des	Niveau 1 -	Niveau 2	1. établissent	Niveau	1. les points	Nivea	1. répondent de
rs, préfets	initiatives	partage	réflexion	des points	3 –	focaux sont	u 3 –	manière
et maires	multi-	d'informati	collective	focaux	action	institutionnalis	action	systématique aux
dans	acteurs pour	on		informels	multi-	és auprès du	multi-	alertes NEWS par
chaque	remédier	Participent		pour recevoir	acteurs	gouvernement	acteur	des initiatives



région (à	d'une	aux	et agir sur les	local.	S	ensemble avec
détailler	manière	rencontres	alertes	2. répondent		des membres de
quels	durable aux	multi-	2. reçoivent	de manière ad		la société civile.
individus	insécurités	acteurs	les alertes	hoc aux alertes		
spécifique	au niveau	organisés	précoces	NEWS par des		
ment)	local.	dans leur	envoyées par	initiatives		
		région ou	les moniteurs	ensemble avec		
		localités.	communautai	des membres		
			res	de la société		
				civile.		
Gendarmer						
ie, Policier,						
Garde						
Nationale						
Organisatio						
ns de la						
société						
civile						
niveau 1 et						
2 dans le						
réseau						
WANEP						



Les				
légitimités				
traditionnel				
les et				
coutumière				
s dans				
chaque				
région				



## **Bibliographie**

Conflict Analysis Framework: Field Guidelines and Procedures. The Hague, The Netherlands: GPPAC, December 2015. www.preventiveaction.org

Aulin, Jenny (editor). *Multi-Stakeholder Processes for Conflict Prevention and Peacebuilding: A Manual*. The Hague, The Netherlands: GPPAC, November 2015.

Bojicic-Dzelilovic, V., "Owning the Peace in International Interventions: a Delusion or a Possibility?", London School of Economics, March 2016

Chauzal, G. et van Damme, T., 'The Root Causes of Mali's Conflict', Clingendael, CRU Report, March 2015

Earl, S. et al. *La Cartographie des Incidences : Intégrer l'apprentissage et la réflexion dans les programmes de développement*. Ottawa, Ontario: Centre de Recherches pour le Développement International, 2002.

Hinds, R et Carter, B, 'Indicators for Conflict, Stability, Security, Justice and Peacebuilding', GSDRC6 Helpdesk Research Report 1230, Birmingham, UK: GSDRC, University of Birmingham, June 2015.

IMRAP, Autoportrait du Mali: Les Obstacles à la Paix, Bamako, Mali : IMRAP et Interpeace, Mars 2015

Nyirabikali, G. et al. 'Causes et Manifestations des Conflits au Mali : Une Perspective de la Société Civile, Comprendre les Conflits pour des Stratégies d'Interventions Efficaces', SIPRI et CONASCIPAL, 2014.

Kosterink et al., 'Outcome Harvesting: a Developmental Evaluation Inquiry Framework Supporting the Development of an International Social Change Network' in *Developmental Evaluation Exemplars:*Principles in Practice, Patton, Q et al. (editors), pages 192-215.

de Raincourt, H et Conway-Mouret, H. *Rapport d'information sur l'aide publique au développement au Sahel,* Rapport d'Information numéro 728, Sénat (France), 29 Juin 2016.

Rick Stapenhurst and Mitchell O'Brien, Accountability in Governance, Wold Bank Institute

Schirch, Lisa (editor). *Handbook on Human Security: A civil-Military-Police Curriculum*. The Hague, The Netherlands: Alliance for Peacebuilding, GPPAC, Kroc Institute, March 2016.

The World Bank, 'Outcome-Based Learning Field Guide: Tools to harvest and Monitor Outcomes and Systematically learn from Complex Projects', Washington, United States: World Bank, June 2014.



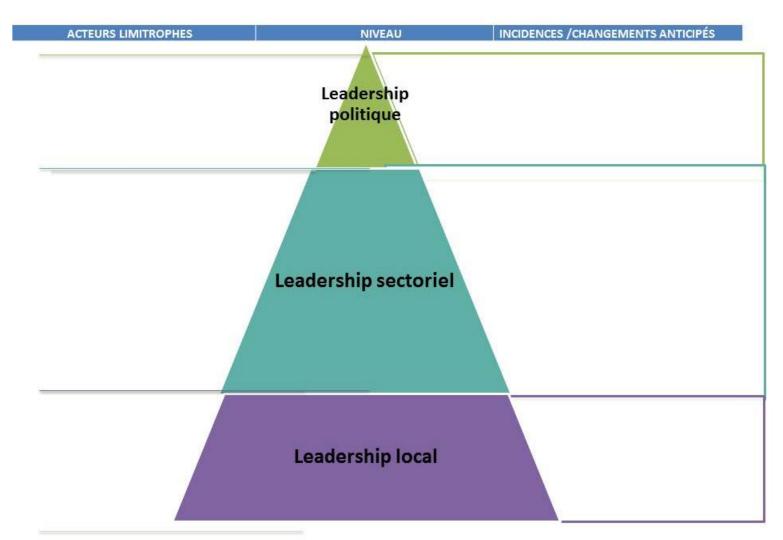
## **Annexes**

#### ANNEXE 1 – Modèle du cadre suivi-évaluation

Acteurs limitrop hes ciblés	Incidence visée	l'engageme nt en Juillet	Niveau d'engagem ent visé en 2017-2020	Niveau d'engag ement visé en 2020- 2025	Indicateur de progrès – moyen terme	Niveau d'engage ment visé long terme (2025- 30)	Indicateur de progrès – long terme
Leadership	o politique						
Leadership	o sectoriel						
Leadership	o à la base						



ANNEXE 2- modèle pour identifier les acteurs limitrophes et les incidences visées.





#### ANNEXE 3 - Indicateur de la sécurité humaine

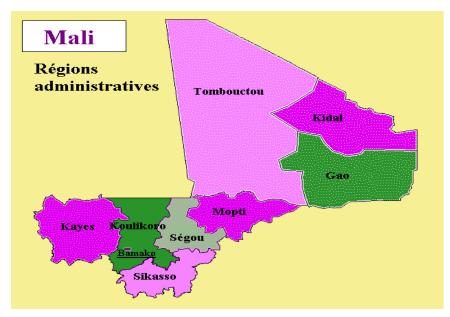


#### RESEAU OUEST AFRICAIN POUR L'EDIFICATION DE LA PAIX

Programme d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide de l'Afrique de l'Ouest-Alerte hebdomadaire sur la Paix et la Sécurité en Afrique de L'Ouest

# Le NEWS Mali

### www.news.wanepmali.org



Au niveau national, le programme WARN, s'est donné pour mission d'accompagner le processus de consolidation de la paix Mali.

Parti, de la phase expérimentale (à partir de l'expérience) réussie au Ghana et au Nigéria, le WANEP a décidé, de mettre en place dans chaque pays de la CEDEAO, un Système National d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide (NEWS).

#### Le processus de l'opérationnalisation du NEWS,

- Consultations
- Définition des indicateurs
- Pré-validation des indicateurs
- Validation des indicateurs
- Stade expérimental
- Formation des moniteurs
- officiel du site
- Opérationnalisation du site (www.news.wanepmali.org)



#### Les indicateurs de sécurité humaine

Environne	ment/Pollution
1.	Des cas d'incendie dans les marchés, les édifices publics ou dans les zones industrielles sont évidents ou signalés (Si oui, précisez)
2.	Des cas de vol de bétail ont été signalés ou constatés (Si oui, précisez)
3.	Des cas de difficultés d'insertion socioprofessionnelle des jeunes sans emploi sont évidents et constatés (si oui, Précisez)
4.	Des cas d'actes de vandalisme ou d'incendies d'origine criminelle sur une propriété ont été observés ou rapportés (Si oui, précisez)
5.	L'apparition d'une maladie ou d'un problème de santé grave ou d'une épidémie liée à la pollution est évidente ou signalée (Si oui, précisez en tenant compte du genre)
6.	Les feux de brousse et l'abattage systématique des arbres non réglementaires sont évidents ou signalés (Si oui, précisez)
7.	Des cas d'élimination inadéquate de déchets chimiques / toxiques ou de produits chimiques sont évidents ou signalés (Si oui, précisez)
8.	Des cas de pollution d'eau et de l'atmosphère ont été observés ou rapportés (si oui, précisez)
9.	Le Gouvernement et d'autres acteurs sont activement impliqués dans la gestion de l'environnement (si oui, précisez)
10.	Les communautés affectées par la pollution de l'environnement ont conclu un accord de compensation avec les auteurs. (si oui, précisez)
11.	L'utilisation abusive de produits polluants est signalée ou constatée (si oui, Précisez)
levage/A	griculture
1.	Des mouvements inhabituels de transhumance des animaux sont observés ou rapportés (Si oui, précisez)



I	1	
	2.	Des cas de destruction des cultures par des troupeaux ont été observés ou rapportés (Si oui, précisez)
	3.	Une augmentation du prix des aliments destinés à la volaille, au bétail et à la pisciculture est observée ou rapportée (Si oui, précisez)
	4.	Une expropriation foncière est évidente ou signalée (Si oui, précisez les raisons et les victimes (enfants, femmes, hommes, allochtone, etc.)
	5.	Une hausse du prix des denrées de base ou autres produits de base sur le marché national est évidente ou constatée. (Si oui, précisez)
	6.	Le fonctionnement normal et sans interruption des activités des marchés est constaté ou rapporté. (précisez)
	7.	Une amélioration de la production alimentaire a été rapportée ou constatée (Si oui, précisez)
	8.	Des difficultés d'accès des femmes et des jeunes aux microcrédits sont constatées ou signalées (si oui précisez)
	9.	Des difficultés dans une filière paralysent plusieurs secteurs (précisez)
	10.	L'accaparement des terres par le capital privé et étranger est évident ou constaté (si oui précisez)
	11.	L'exode rural massif des jeunes est constaté (si oui, précisez)
Séc	urité, A	rmes, Drogues et Conflits armés
	1.	Des cas de trafics de drogues sont évidents ou signalés (si oui, précisez)
	2.	Des activités de groupes armés ou de gangsters sont évidentes ou signalées (Si oui, précisez)
	3.	Des assassinats et autres incidents impliquant l'utilisation d'armes légères et de petit calibre sont évidents ou signalés (Si oui, précisez)
	4.	Des cas de conflits liés à la chefferie ont été observés ou rapportés (Si oui, précisez)
	l	



5.	La participation des communautés à la prévention de l'insécurité, à la gestion et à la résolution des conflits est évidente ou signalée (Si oui, précisez)
6.	Des cas de trafics ou de circulation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) sont évidents ou signalés (si oui, précisez)
7.	Une baisse du sentiment de sécurité ou de l'ordre public est évidente ou signalée (Si oui, précisez)
8.	Le gouvernement a mis en place des politiques pour améliorer la sécurité des citoyens (si oui, précisez)
9.	Des effets déstabilisateurs d'un conflit armé ou instabilité socio-politique dans un pays voisin sont signalés ou évidents (si oui, préciser)
10.	Des cas de crimes organisés ou de trafics transfrontaliers sont observes ou rapportés (Si oui, précisez)
Politique e	t Gouvernance
1.	Les grèves syndicales, les boycotts économiques, les grèves générales, les débrayages ou les arrêts de travail sont manifestes ou signalés. (Si oui, précisez)
2.	Des cas d'abus de pouvoir ou de corruption ou de détournements de ressources publiques ont été rapportés ou constatés. (Si oui, précisez)
3.	Le non-respect des obligations ou autres engagements du gouvernement est évident ou signalé (Si oui, précisez)
4.	Des protestations ou des manifestations contre le gouvernement ou des institutions sont observés ou signalés (si oui, précisez)
5.	Le vote d'une nouvelle loi ou la mise en œuvre de nouvelles politiques ayant causé des protestations à grande échelle a été constaté ou rapporté(Si oui, précisez)
6.	L'Impunité, la violation des droits de l'homme ou les arrestations arbitraires sont évidentes ou signalées. (Si oui, précisez)



1	ı	,
	7.	L'exclusion ou la marginalisation d'opposants politiques est évidente ou signalée. (Si oui, précisez)
	8.	Le recours aux militaires pour maintenir l'ordre public a été constaté ou rapporté (Si oui, précisez)
	9.	L'exclusion ou la marginalisation des femmes en politique est évidente ou signalée (si oui, précisez)
	10.	Des accusations ou des plaintes sur le calendrier, la conduite ou les résultats d'une élection ou d'un référendum sont manifestes ou signalées. (Si oui, précisez)
Info	ormatio	n, Communication et Transports
	1.	Les tracasseries routières (nombreux barrages, rackets) sont évidentes ou signalées (Si oui, précisez)
	2.	Une dégradation des voies routières est manifeste ou signalée (Si oui, précisez)
	3.	Des accidents de la route sont évidents ou signalées. (Si oui, précisez)
	4.	Les transports (routiers, ferroviaires, fluviaux et aériens) fonctionnent sans interruption (Si non précisez)
	5.	Des sanctions dans le domaine des medias ont été observées ou rapportées (Si oui, précisez) (Si oui, précisez)
	6.	Les médias véhiculent des messages partisans ou haineux (Si oui, précisez)
	7.	L'accès à l'information et aux communications est généralement ouvert. (Si oui, précisez)
Cult	ture/Co	mmunautés
	1.	Des propos haineux entre communautés ou groupes ethniques sont observés ou rapportés. (Si oui, précisez)
	2.	Le dénigrement d'une religion, la profanation d'un symbole religieux ou d'un lieu sacré est évident ou signalé. (Si oui, précisez)
	3.	La mauvaise gestion des communautés par la chefferie est évidente ou signalée. (Si oui, précisez)



	4.	Les bagarres ou conflits de chefferie sont manifestes ou signalées. (Si oui, précisez)
	5.	Les conflits interethniques ou intercommunautaires sont évidents ou signalés. (Si oui, précisez)
	6.	Des pratiques culturelles portant atteinte à la dignité humaine et à la santé sont manifestes ou signalées. (Si oui, précisez)
Aléa	as Clim	atiques/Catastrophes naturelles
	1.	Des cas de destruction de terres cultivables, du bétail, des denrées vivrières et des propriétés/biens ont été constatés ou rapportés. (Si oui, précisez)
	2.	La disponibilité d'eau potable est évidente ou rapportée (Si non, précisez)
	3.	Une situation d'urgence est évidente ou rapportée avec ou sans déclaration du gouvernement (Si oui, précisez)
	4.	Une catastrophe naturelle (inondation, sécheresse, feu de brousse ou autre) est manifeste ou signalée. (Si oui, précisez)
	5.	Le gouvernement ou les structures privées ou associatives sont engagés dans des campagnes de reboisement. (si oui précisez)
Urb	anisati	on
	1.	La construction anarchique d'habitations précaires est évidente ou signalée. (Si oui, précisez)
	2.	L'effondrement d'édifices privés ou publics est évident ou signalé (Si oui, précisez)
	3.	Des parcs/réserves et espaces verts sont transformés en zones d'habitation ou de culture ou de commerce (Si oui, précisez)
San	té, Edu	cation et Services sociaux
	1.	Les établissements de santé, y compris les officines de médecine traditionnelle sont accessibles et leurs services disponibles.(Si non, précisez)



2.	La consommation des stupéfiants et/ou l'alcoolisme est évident ou signalé. (Si oui, précisez)
3.	Les cas de prostitution sont évidents ou signalés. (Si oui, précisez)
4.	Les établissements scolaires et universitaires fonctionnent effectivement et sans interruption (Si non, précisez)
5.	Le taux de fréquentation des établissements scolaires a considérablement baissé (Si oui, précisez)
6.	Les services sociaux de base fonctionnent effectivement sans interruption (si non, précisez)
7.	Les aides ou assistances humanitaires sont disponibles et accessibles aux sinistrés / vulnérables. (Si oui précisez en tenant compte du genre)
8.	Le taux élevé de mortalité infantile et/ou maternelle est évident ou signalé (Si oui, précisez)
9.	L'insécurité alimentaire ou un mauvais état nutritionnel des enfants de moins de 5ans est évident ou déclaré. (Si oui, précisez)
10.	L'apparition d'une maladie ou d'un problème de santé est évidente ou signalée. (Si oui, précisez)
Négociatio	n, Médiation et édification de la paix
1.	Des actions de négociation ou de médiation sont en cours pour le règlement de conflits (Si oui, précisez)
2.	Des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR), y compris les rachats d'armes, sont en cours. (Si oui, précisez)
3.	La société civile ou des groupes religieux ou coutumiers sont engagés dans les initiatives de paix au niveau local. (Si oui, précisez)
4.	Les forces de sécurité participent activement aux initiatives de paix dans les communautés locales (si oui, précisez)
Femmes, E	nfants, Réfugiés/Déplacés interne



1.	Des difficultés d'accès et de maintien des filles à l'école sont évidentes ou signalées (si oui, précisez)
2.	Les mutilations génitales féminines sont évidentes et signalées. (Si oui, précisez)
3.	Un afflux de personnes déplacées ou de réfugiés est évident ou signalé (Si oui, précisez)
4.	Des cas d'abus exercés sur des femmes déplacées ont été constatés ou rapportés.(Si oui, précisez)
5.	Le travail, la mendicité ou autres formes d'exploitation des enfants sont évidents ou signalés. (Si oui, précisez)
6.	Des violences domestiques ou autres formes de violence faites aux femmes, aux filles ou aux enfants sont évidentes ou signalées. (Si oui, précisez)
7.	La présence d'enfants soldats est évidente ou signalée (Si oui, précisez)
8.	Des lois ou des décrets favorables aux couches vulnérables sont adoptées ou appliqués. (si oui, précisez)



Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC) Global Secretariat

Laan van Meerdervoort 70 2517 AN The Hague, The Netherlands The Chamber of Commerce number is 4121740T +31 (0)70 311 0970 | F +31 (0)70 3600194